



Signataire : Daniel Noël

Date de dépôt : 28 octobre 2025

Question écrite urgente

Toxicomanes anonymes au Quai 9 : population en danger !

Installé depuis 2001 dans le quartier de Cornavin, « l'espace d'accueil et d'injection » Quai 9 a bouleversé le quotidien des habitants. La structure entend permettre aux toxicomanes de consommer des stupéfiants à moindre risque plutôt que dans la rue. Le revers de la médaille est que la salle de shoot attire tel un aimant toute une faune peu appréciée des riverains. La publicité médiatique et politique autour de ce lieu cité en exemple fait qu'il attire consommateurs et dealers venant de bien au-delà de nos frontières.

Le mythe d'une consommation de stupéfiants « maîtrisée » dans un espace protégé a pris fin avec l'arrivée du crack à Genève, dont les consommateurs sont à l'origine d'une dégradation sensible de la qualité de vie des habitants dans le quartier. A leur sortie des locaux dans un état second, les consommateurs demandent de l'argent ou des cigarettes aux passants et, en cas de réponse négative, n'hésitent pas à jeter des détritiques (bouteilles ou canettes vides) en leur direction. L'interpellant a appris qu'une passante victime d'un jet de bouteille a pu compter sur l'aide de la police, qui a pu embastiller l'auteur du geste, mais pas plus de trois heures, étant donné que l'irascible individu ne disposait d'aucune identité ou existence légale connue. Sur le terrain, les équipes de policiers ont l'impression d'effectuer un « travail de singe », car les toxicomanes viennent souvent de très loin et ne disposent d'aucune pièce d'identité.

Mes questions sont les suivantes :

- 1) Comment le Conseil d'Etat compte-t-il assurer la sécurité de la population face aux toxicomanes anonymes du Quai 9 ?**
- 2) L'anonymat des toxicomanes accueillis au Quai 9 est-il à l'origine d'un surcroît de travail pour nos forces de police ?**